



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 16 FEVRIER 1980

N° 57

PRIX : Antilles 2 F
France 3 F

Editorial

L'IMPERIALISME FRANÇAIS A

DES AMBITIONS CARAIBEENNES

L'intérêt particulier que porte depuis quelques temps le gouvernement français à la Caraïbe n'a évidemment rien à voir avec les considérations philanthropiques et humanitaires affichées par Olivier Stirn. Ainsi, son voyage actuel dans les Caraïbes serait selon lui destiné après un inventaire des besoins de la Dominique, la Barbade, Grenade, Trinidad, Tobago à proposer les services et la coopération de la France. Mais le commis de l'impérialisme français retrouve vite le ton paternaliste qui lui était habituel en tant que ministre des DOM TOM : « Il n'y a pas d'instabilité particulière à tel ou tel Etat, mais les risques pour l'ensemble... Nous ne voudrions pas que ces îles calmes, paisibles, souhaitant leur développement connaissent un contre-coup, ou une réaction... conséquences des affrontements entre les super-puissances. Nous souhaiterions donc qu'il y ait une stabilité, que la France, par son action, ses relations de politique extérieure s'efforcera de maintenir. »

Voilà ce que cachait l'empressement du gouvernement français à proposer un plan de redressement à la Dominique après qu'elle ait été bien ravagée par le cyclone Frédéric.

C'est son intérêt de grande puissance qui pousse la France à intervenir dans cette région. Alors que Carter ne perd jamais une occasion d'affirmer et de montrer qu'il tient à contrôler ce qui se passe dans cette région, l'impérialisme français tente lui de jouer ses propres cartes. Il s'appuie en effet sur deux atouts importants. D'une part, il est partie prenante dans la région puisqu'il administre directement deux îles de la Caraïbe. Mais il joue aussi sur le sentiment qui peut exister au sein d'îles nouvellement indépendantes qui voudraient, en ayant des liens avec la France, trouver un équilibre à la puissance américaine.

La politique caribéenne de l'impérialisme français ne peut pas être une « protection » pour les peuples de la région. Car si l'impérialisme américain provoque une horreur profonde chez tous les peuples d'Amérique centrale et Latine, il ne faut pas oublier non plus que lorsque l'impérialisme français « s'intéresse » à une région du monde, il est tout aussi interventionniste que les américains.

On a vu ce qu'est sa politique africaine. C'est l'intervention, aujourd'hui, en Tunisie contre ceux qui se révoltent contre la dictature et la pauvreté. Ce sont toutes les interventions militaires au Tchad, au Zaïre, ou en Centre Afrique.

De la Floride peut partir une attaque contre les îles de la Caraïbe, mais des îles dites françaises, Martinique et Guadeloupe, peuvent aussi décoller les Transall ou les Pumas qui iront écraser une révolte à Sainte-Lucie ou ailleurs dans la région.

Contre la hargne et la violence d'un impérialisme il n'y a pas d'autre protection que se battre pour mettre fin à l'ensemble de la société impérialiste mondiale.

LA RECOLTE : POUR LES PETITS PLANTEURS LE DROIT DE VIVRE DE LEUR ACTIVITE

Le mécontentement des petits planteurs de canne aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique ne s'est pas démenti au moment où nous écrivons, concernant les prix offerts pour la tonne de canne : 132 F en Guadeloupe pour une richesse saccharine de 9 et 155 F en Martinique pour une richesse saccharine de 8. Et comme chaque année, les petits planteurs trouvent en face d'eux les capitalistes (grands propriétaires terriens et propriétaires d'usines à sucre et distilleries) et l'administration coloniale qui s'acharnent à maintenir les prix les plus bas possibles.

Face donc à ce blocage des capitalistes et de l'administration, on ne peut que remarquer la modestie des revendications des petits planteurs qui réclament 182 F en Martinique et 190 F en Guadeloupe, demandant notamment que soit pris en compte le prix d'achat par canne pour en déterminer le prix d'achat par les usiniers et les distillateurs. Mais, même cette revendication tout à fait normale et modérée est repoussée par les capitalistes et leurs représentants. Ces derniers avancent notamment comme argument qu'il y a crise de l'industrie sucrière et qu'il faut se serrer la ceinture, en un mot réclamer moins et se contenter des prix accordés en début de récolte.

Effectivement, depuis une quinzaine d'années en Martinique et depuis une dizaine d'années en Guadeloupe on parle de « crise » de l'in-



Avec ou sans l'aide du Crédit Agricole, les paysans pauvres sont toujours en difficulté

dustrie sucrière. La production de sucre, les surfaces plantées en canne ont diminué. De nombreuses usines ont fermé. Mais on n'a vu aucun propriétaire d'usine devenir pauvre ou être réduit à la mendicité, parce que son usine aurait fermé. Non, le terme de « crise sucrière » définit

très exactement le retrait des capitalistes d'un secteur considéré comme moins rentable, par eux. Cette retraite s'est déroulée en bon ordre et sans affolement par eux. Par contre, ce sont les petits planteurs qui ont perdu des plumes

Suite page 4

Ripostons aux attaques de FR3 et de la justice coloniale !

Après plus d'un mois de silence, il se confirme que la justice coloniale, toujours aussi entêtée, est décidée à poursuivre, sur plainte de FR3, quatre militants anticolonialistes : Auguste Constant, du PCM, Renée Ravoteur et Gilbert Pango, du GRS, et notre camarade Gérard Beaujour.

Les faits remontent à juillet 1979, au moment où le Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés menait une vigoureuse campagne pour leur libération. Pendant tous ces événements, FR3 était restée muette, mais s'était empressée de claironner à de nombreuses reprises un communiqué des syndicats de gardiens de prison, dans lequel ces derniers dégageaient leur responsabilité au sujet de la mort plus que suspecte de l'un des détenus, Philippe

Chloé.

Devant cette partialité évidente, le Comité de Soutien avait envoyé une délégation de plus d'une centaine de personnes à FR3 pour exiger quelques minutes d'antenne pour rétablir la vérité à ce sujet.

Pleine de morgue, la direction de la station préféra supprimer pendant près de 3 heures toutes les émissions radio et télé plutôt que d'admettre le rectificatif du Comité de Soutien. Mieux, ils envoyèrent des dizaines de flics et de gardes-mobiles pour déloger les membres de la délégation : la conception gouvernementale en matière d'information se concrétisant sous la forme du boutou et du mousqueton.

Après négociation avec les forces de l'ordre,

les membres de la délégation purent sortir sans être inquiétés. Mais dès le lendemain, la direction de FR3 ainsi que les syndicats de journalistes de la station se répandaient en communiqués vengeurs, affirmant qu'ils « ne céderaient jamais sous la pression », faisant comme si on les avait menacés de quoi que ce soit !

La présente inculpation apparaît comme volonté de basse vengeance de la part de la direction de FR3, et c'est ainsi que l'ont compris un certain nombre d'organisations, comme la FEN (Fédération de l'Education Nationale) et le SNES (Syndicat des Professeurs) qui ont protesté contre ces poursuites judiciaires.

Il faut donc contribuer dans cette voie pour infliger un camouflet retentissant à la direction de FR3 et à la justice coloniale.

SALVADOR : MALGRE LA REPRESSION, DES LUTTES DE PLUS EN PLUS INTENSES

La République du Salvador en Amérique centrale est le théâtre depuis plusieurs mois de luttes sanglantes opposant la population et des groupes de guérilleros à la dictature militaire.

Le Salvador est le plus petit des états de l'Amérique centrale, mais aussi le plus densément peuplé : au total près de 4 millions d'habitants pour un peu plus de 21.000 Km². Mais cette population vit en majorité très pauvrement. En effet, c'est avant tout un pays agricole, dont les principaux produits sont le maïs, le sucre et le café. Et l'essentiel des terres appartient à un groupe étroit de propriétaires terriens : 4 % des propriétaires possèdent les 2/3 des surfaces cultivées !

Aussi, il y a une forte émigration vers l'état voisin du Honduras, tout aussi pauvre, mais plus grand et moins peuplé. Et entre ces 2 pays, tous deux dirigés par des militaires, tous deux

soumis à la botte de l'impérialisme américain, il y a périodiquement des tensions, qui ont même dégénéré en une guerre de 5 jours en juillet 1969 !

L'armée salvadorienne est retournée bien vite à sa préoccupation naturelle : pourchasser les exploités et les opprimés en lutte contre l'état de misère existant et la domination des capitalistes et de l'impérialisme américain. Mais cette tâche est devenue plus difficile ces dernières années avec le développement du mécontentement populaire et la croissance des organisations de guérilla nationalistes, comme le Bloc Populaire Révolutionnaire et les Liges Populaires du 28 février. Ces organisations allaient se faire connaître notamment grâce à l'occupation d'églises et d'ambassades dans la capitale, San Salvador.

Malgré une répression atroce, la dictature

militaire du général Lucas Romero s'est révélée incapable de briser la combativité populaire et elle a été remplacée par une junte militaire en octobre dernier, ceci sans aucun doute sous la pression de l'impérialisme américain, peu désireux de voir s'étendre un mouvement de révolte populaire.

La junte sous couvert de démocratisation allait appeler des civils au pouvoir, mais la majorité de ceux-ci vont démissionner au début du mois de janvier, car la répression est toujours aussi sanglante et se révèle toujours aussi incapable de mater la révolte populaire. Un exemple, une manifestation de masse appelée le 22 janvier par les organisations de guérilla et le Parti Communiste rassemble 300.000 personnes dans les rues de la capitale. La police tire : il y aura entre 200 et 300 morts !

Suite page 4

ROUEN: DES JOURNEES DOM-TOM POUR LA PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE

Les élèves de l'enseignement supérieur commercial et le port autonome de Rouen ont organisé, à Rouen les 6 et 7 février, deux journées nationales des DOM, avec bien sûr le soutien du secrétariat aux DOM-TOM.

D'ailleurs c'est Dijoud, secrétaire des DOM TOM qui a inauguré ces journées et présenté les buts qu'elles se fixaient.

Les organisateurs se proposaient de présenter à des industriels français, les avantages qu'ils ont à investir dans les DOM. Dijoud a énuméré devant plus de 300 industriels les avantages financiers et fiscaux dont tout investisseur dans les DOM peut bénéficier. Sentant chez les participants quelque «hésitation liée à un sentiment d'incertitude sur l'avenir», il a tenu à assurer ces capitalistes que la France s'opposera par tous les moyens à un changement de statut des DOM. En dehors de ces fanfaronnades, qui permettent toujours à Dijoud de se surpasser, il y a peu de choses à dire.

Colloques, journées d'étude et autres mascarades gouvernementales se succèdent. Elles n'ont aucun résultat positif pour l'économie des Antilles, qui elle se dégrade d'année en année. Et même si quelques industriels viennent investir, attirés par les promesses gouvernementales, cela ne change rien à la situation pour l'économie des DOM.

Lors de telles journées, les mêmes rengaines sont reprises, des points de «priorité» sont dégagés. Ils remplacent les «lignes de force» ou les «points d'appui» des précédents colloques. Autant de mots vides de sens et pourtant rabachés gravement par les Dijoud et autres représentants du gouvernement.

Ces journées ne servent strictement à rien si ce n'est à servir la propagande coloniale du gouvernement français.

Noël CANTIUS

LES DERNIERES DE DIJOU !

La dernière braderie des DOM (voir notre article ci-contre sur les journées des DOM à Rouen) a été l'occasion pour Dijoud de se livrer à quelques pantalonades dont il a le secret.

... UNE BOMBE ATOMIQUE SUR LES D.O.M. ! ...

Au cours d'une conférence de presse, Dijoud devait déclarer que la France n'hésiterait pas, si nécessaire à engager «ses moyens atomiques» pour défendre les DOM en cas de «menace étrangère».

Si nous comprenons bien, les terroristes qui nous gouvernent préféreraient rayer les

Antilles de la carte plutôt que de les laisser envahir par d'autres étrangers qu'eux-mêmes. De là à penser que les «étrangers» ce sont les opposants antillais, il n'y a qu'un pas.

La sollicitude des Dijoud et consort devient de plus en plus dangereuse.

... C'EST UNE IDEE FIXE !

Au cours de la même conférence de presse Dijoud devait souhaiter que les DOM deviennent «les porte-avion de l'économie française» dans l'Atlantique et dans l'Océan Pacifique. Décidément pour Dijoud les Antilles c'est la guerre !

EMIGRATION: UN TRAVAILLEUR ANTILLAIS ARRETE, BATTU ... PAR ERREUR

Le vendredi 1er février à 20h30, quatre motards accompagnés d'un car de police arrêtent la voiture d'un antillais, avenue Général Leclerc à Paris. Ils le font descendre, fouillent la voiture lui donnent deux coups de poing dans le dos et en le menaçant d'une arme dans les côtes, le conduisent au commissariat du 2ème arrondissement, menottes aux poignets. Là, notre compatriote est confronté avec une personne qui a été blessée d'un coup de rasoir par un automobiliste.

Il s'avère d'une part que le blessé ne reconnaît pas notre camarade, d'autre part que le numéro qu'il avait relevé diffère de celui de l'Antillais, d'un chiffre. Malgré cela, on le garde toute la nuit au poste, en slip, sans couverture, sans lui permettre de boire ni de manger.

Pendant ce temps les flics téléphonaient à toutes les adresses trouvées sur lui, pour savoir «quel genre de garçon c'était».

Lorsqu'ils l'ont relâché, les flics se sont excusés auprès de cet Antillais disant que tout était de «la faute du blessé». En attendant, il est sorti du commissariat malade, avec 40 degrés de fièvre. En outre la police a saisi son coutelas et à ce propos lui a donné une amende.

Voilà comment, en circulant tranquillement dans Paris un émigré peut passer la nuit au poste de police, récolter une amende et se faire frapper par les flics, tout simplement parce que ceux-ci se sont trompés ! En tout cas, celui-ci ne le tolère pas et pense donner une suite à cette affaire.

LES MOYENS POLICIERS SE MODERNISENT EN FRANCE AVEC LE CONTROLE DES IMMIGRES

Le ministère de l'intérieur vient de proposer au parlement la constitution d'un fichier informatique des émigrés en France. Les cartes de séjour seront délivrées à partir de ce fichier. Il s'agit là d'un moyen scientifique et efficace de contrôler les étrangers. Le ministère de l'intérieur pourra ainsi avoir un contrôle policier plus direct sur eux. Il aura la possibilité d'avoir non seulement des renseignements concernant l'état civil d'un étranger mais aussi sa situation financière, professionnelle ou juridique. Il est prévu un ensemble de 40 données pour un individu permettant de constituer un fichier informatique le plus détaillé.

Cela signifie qu'un employeur pourra avoir

les renseignements qu'il désire sur un travailleur émigré. Si celui-ci a eu par exemple des activités syndicales ou a été réprimé par les policiers il n'aura aucune chance d'être embauché. Les travailleurs émigrés seront en butte à d'énormes difficultés pour trouver un emploi.

Ce projet du gouvernement français constitue un véritable scandale ! Il vise non seulement à donner aux employeurs le droit d'embaucher ou de renvoyer les travailleurs émigrés qui peuvent les gêner, mais aussi à accélérer sa politique d'expulsion.

Les travailleurs antillais ne sont pas à l'abri non plus de telles mesures. Ils doivent être solidaires des émigrés pour refuser un tel projet.

TURE DU LAREINTY

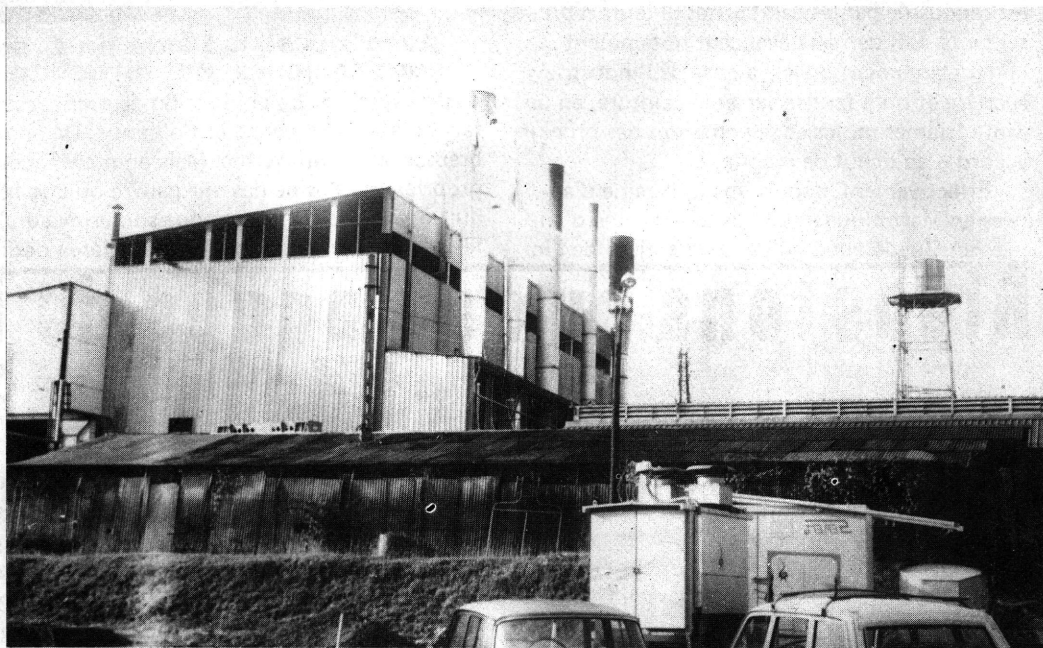
L'usine du Lareinty fonctionnera d'ici fin mars. C'est ce qu'ont annoncé les Conseillers Généraux qui se sont rendus sur les lieux pour vérifier que tout serait effectivement prêt pour commencer à traiter la canne dans un mois. De la droite à la gauche, chacun se félicite de la réouverture du Lareinty, et voit dans la prochaine remise en route de l'usine le fruit de ses propres efforts. Ainsi Charron en tient pour son fameux rapport sur la création d'une Société d'Economie Mixte. Gratiat (PCM) et Darsières (PPM) voient dans le fonctionnement de l'usine pour la récolte 80 un véritable sauvetage de l'industrie sucrière de la Martinique, objectif qu'ils poursuivent depuis longtemps.

Gratiat déclare à France Antilles : «Je pense que la remise en marche de l'usine du Lareinty a une valeur importante, non seulement pour le Lareinty, mais pour l'industrie sucrière en général. Il y a ici un exemple. L'usine va tourner bien que ceux qui avaient la responsabilité de la faire ont mis la clef sous la porte. Ainsi la mobilisation impulsée par le PCM aura eu pour but de reprendre en main la gestion d'une entreprise que les capitalistes avaient abandonnée parce que non rentable. Les partis de la gauche, PPM et PCM, se sont évertués à prouver qu'il était possible, dans le cadre capitaliste, de faire plus et mieux que les capitalistes eux-mêmes. Ils ont mobilisé les travailleurs sur le mot d'ordre de remise en route de l'usine, à tout prix, quels que soient les sacrifices à consentir.

Aussi Gratiat en arrive-t-il à se féliciter du fait que les ouvriers aient accepté de se serrer la ceinture pour remettre en marche l'usine de Hayot et Aubéry. Il déclare d'un ton satisfait (toujours dans France-Antilles) : «Tous les ouvriers qu'on voit actuellement au travail dans tous les secteurs de l'usine le font sans toucher le moindre centime. Certes, on prend note de leur présence et de leur activité et on les payera... lorsqu'il y aura des recettes. C'est donc on ne peut plus problématique».

Mais les ouvriers qui travaillent gratuitement ne le font pas pour eux-mêmes. Leur travail, dans la mesure où l'usine appartient toujours à Hayot profite d'abord et avant tout à celui-ci : c'est la propriété de Messieurs Hayot et Aubéry qu'ils remettent en état. Et la moitié des cannes qui y seront traitées appartiennent elles aussi à ces capitalistes, grands propriétaires

MARTINIQUE : L'ELECTRIFICATION RURALE UN SOUS-DEVELOPPEMENT CRIANT



Des moyens insuffisants

Le Conseil Général vient de décider la mise en œuvre d'un programme d'électrification rurale. Ce programme concerne 7500 foyers situés en zone d'habitation groupée, c'est-à-dire essentiellement dans les bourgs et les quartiers. Il doit s'étaler sur une période de cinq ans, mais bien qu'il soit prévu pour cette année, il ne pourra vraisemblablement pas démarrer avant l'année prochaine, étant donné que le programme déjà prévu pour 1979 ne commencera lui que fin 80.

Les 7500 foyers concernés ont donc encore de longs mois à attendre avant de bénéficier d'une installation électrique.

Mais encore ceux-là ont-ils de la chance par rapport aux 14 500 autres qui sont dépourvus de branchement et pour qui rien n'est encore prévu.

res de terres dans la plaine du Lamentin. C'est donc tout bénéfique pour ces messieurs que des ouvriers acceptent de leur fournir un travail gratuit pour remettre leur usine en route. Et si les élus de la gauche n'avaient pas fait appel aux pouvoirs publics, aux collectivités locales, aux banques et aux travailleurs eux-mêmes, Hayot et Aubéry n'auraient pu espérer arriver tout seuls à un si beau résultat. Ils ne peuvent donc que se féliciter du concours que leur a

apporté la gauche dans ces circonstances. Voilà leur usine prête à fonctionner pour une année encore, et ceci sans qu'ils aient eu à déboursier un centime.

La gauche ne remet pas en question fondamentalement ce système. Elle ne vise pas à sa destruction complète. Elle ne remet pas en cause la propriété privée des capitalistes et n'appelle pas les travailleurs à se battre pour prendre dans leurs mains cette propriété. Les terres,

La situation est plus catastrophique à la campagne, car là l'EDF n'a pas à répondre aux besoins des industriels et gros commerçants comme dans les centres urbains. Si les capitalistes sont servis en premier, et à des tarifs défiant toute concurrence, il n'en est pas de même pour les simples particuliers, surtout s'ils font partie des couches les plus pauvres de la population : petits paysans, et ouvriers agricoles. Ceux-là sont tout simplement délaissés.

Pourtant l'électricité est, de même que l'eau courante, une nécessité élémentaire. Ce n'est pas un luxe. Et en être privé est une marque certaine de sous-développement et de misère.

Ainsi 23 000 foyers, soit près de 100 000 personnes, vivent encore comme on vivait au siècle dernier, et comme vivent actuellement les populations des coins les plus reculés et les plus arriérés du globe. Et ceci, dans un pays que le gouvernement français présente comme «une vitrine avancée de la France en Amérique».

Non, le colonialisme français n'a pas apporté le progrès à la population des Antilles. Le progrès, il s'est fait dans la seule mesure où il répondait aux besoins des riches et des bourgeois. Mais il s'est arrêté à cette barrière de classe. Et les milliers de pauvres qui peuplent les campagnes et vivent encore dans des cases sans électricité sont là pour en témoigner.

Pour que le progrès les touche à leur tour, il faudra qu'ils prennent en main une bonne fois la direction de cette société. C'est à cette condition seulement qu'ils pourront bénéficier eux aussi des acquis de la science et de la technique.

Claire GOYA

l'usine de Hayot et Aubéry, sont pour elle choses sacrées qu'il ne s'agit pas de profaner. En appelant les ouvriers et petits paysans à s'en emparer. Aussi préfère-t-elle que ces derniers attendent patiemment une amélioration de leur sort, en mettant tous leurs espoirs dans des solutions-bidon comme la Société d'Economie Mixte. Et sur la base de ces espoirs sans lendemain, elle appelle les travailleurs à consentir encore et à nouveau des sacrifices.

EMIGRATION

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE : AUSTERITE, AUSTERITE ...

Le rapport annuel de l'Assistance publique (AP) vient d'être publié. On y trouve le guide parfait pour faire des économies quand on est directeur d'hôpital. Il est conseillé d'utiliser le minimum de matériel et bien entendu le personnel le moins nombreux possible. Tant pis pour les malades ! Tant pis aussi pour le personnel. Le rapport fait état d'un «absentéisme» croissant chez le personnel hospitalier. Il ne vient pas à l'idée de ces hauts fonctionnaires que les agents épuisés de travail sont obligés de se reposer de temps en temps. Mais le cynisme ne manque pas à ces gens. Ils rappellent aux responsables du personnel qu'ils ont la possibilité d'utiliser des «intérimaires» au lieu d'embaucher des infirmières à l'Assistance publique.

Le rapport traite aussi de la question des congés pour les travailleurs originaires des DOM

ABYMES CENTRE TECHNIQUE DE LA CANNE : LE DIRECTEUR SE SUCRE !

Le nouveau directeur du Centre Technique de la Canne et du Sucre en Guadeloupe, a de bien curieuses conceptions quant à la manière selon laquelle doit fonctionner le service qu'il dirige. Il doit sans doute considérer cela comme une affaire familiale, puisqu'il vient d'acheter sur les fonds du C.T.C.S. une Renault 12 break qui n'est utilisée que pour les besoins personnels de sa femme qui n'a pourtant rien à voir avec le centre.

Par ailleurs il refuse d'apposer sur certaines voitures le sigle du centre, les mauvaises langues affirmant que c'est pour permettre à ses parents venus en vacances d'aller à la plage en tout quiétude.

Enfin, il doit s'inquiéter plus particulièrement du sort de la canne de Marie-Galante. car

TOM. Eh bien, là aussi, le gouvernement conseille l'austérité ! La loi du 20 mars 1978 accordait tous les trois ans un congé de deux mois sans cumul. Aux PTT cette loi est d'ailleurs appliquée. Mais l'AP a prévu de ne respecter la loi que «dans la limite des crédits dégagés annuellement à cet effet». Alors c'est simple, la loi ne sera pas appliquée.

En 1980, l'AP prévoit de payer le voyage à 100 % au lieu de 80 % en 1979 et 75 % les années précédentes. Mais elle refuse le mois de vacances supplémentaire. C'est à dire que, pour avoir deux mois de vacances, il faudra se passer de vacances une année, il faudra cumuler. En outre ce congé ne sera accordé que tous les cinq ans.

Encore un exemple de restriction que l'Etat impose aux travailleurs quitte à ne pas respecter ses propres lois.

ses voyages dans la grande dépendance sont plus que fréquents.

A côté de cela, le matériel de la réception saccharimétrique en place dans les usines depuis maintenant près de 20 ans est complètement vétuste, usagé et hors d'état de bien fonctionner. Le matériel périmé, qu'il faudrait changer et qui tombe sans cesse en panne, demeure en place par contre. Monsieur le directeur n'a cure de ces problèmes.

Alors, on peut bien crier à la crise de l'industrie sucrière, on s'aperçoit que ce n'est pas vrai pour tout le monde : ce monsieur, lui, se sucre abondamment à son poste de directeur du C.T.C.S., service qui fonctionne notamment avec une taxe de 1,48 F par tonne de canne livrée à l'usine par les planteurs !

MARTINIQUE ENFANCE INADAPTEE : GREVE VICTORIEUSE

La lutte des travailleurs du secteur de l'Enfance Inadaptée a payé. Ils ont en effet imposé au bout de 4 jours de grève la réintégration de leur collègue licenciée par le directeur de l'Institut Médico-Pédagogique du Morne-Rouge, le sieur Mazarin.

Celui-ci avait voulu licencier une psychologue sous des prétextes fallacieux, mais en réalité parce que celle-ci était une travailleuse digne et qui avait refusé de marcher dans ses combines, notamment il y a un an, lorsque Mazarin avait voulu licencier une autre employée et que tout le personnel de l'Institut avait protesté et annulé ce premier licenciement !

Mazarin a donc reçu une nouvelle gifle ! Puisse-t-il comprendre une fois pour toutes que les travailleurs ne sont pas décidés à tolérer ses tentatives d'instaurer la dictature à l'IMP.

MARTINIQUE ESSENCE : LE CONSOMMATEUR PRESSURÉ

Le litre d'essence vient de faire un nouveau bond : il a gagné 20 centimes d'un coup, passant à 2,64F pour l'ordinaire et 2,79F pour le super. Cette hausse s'ajoute à celle du 10 janvier dernier qui était de 5 centimes.

Cette fois-ci, c'est parait-il, le Conseil Général qui a décidé de l'augmentation, ceci pour financer le FIR (Fond d'Investissement Routier), c'est-à-dire la construction des routes à la Martinique.

Ainsi le consommateur paie deux fois les routes : une fois par le biais des impôts directs, une autre fois par le biais des impôts indirects comme cette taxe sur les carburants. Et tandis

JEUNES DE SCHÖELCHER : LE PROCES RENVOYE AU 26 FEVRIER

Le procès des jeunes de Schœlcher qui devait se dérouler le mardi 12 février a été renvoyé au mardi 26 février.

Rappelons que c'est le Parquet qui a fait appel, après le premier procès du 23 novembre, estimant le jugement trop favorable aux six inculpés !

Cette fois encore, dès 7 heures 30, ce sont plusieurs dizaines de personnes qui se sont rassemblées devant le Palais de Justice, en guise de soutien aux jeunes, et durant toute la matinée, ce sont de très nombreuses personnes qui sont passées au tribunal, ne sachant pas encore que le procès avait été renvoyé.

A ce sujet, le Comité de Soutien aux jeunes de Schœlcher nous prie de passer le communiqué suivant :

«Pour connaître toute la vérité sur l'affaire des jeunes de Schœlcher, demandez et lisez le document écrit par le Secrétariat du Comité de Soutien».

ECHOS DES ENTREPRISES

SOCALTRA

«KI NOUVEL» VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

«Ki Nouvel» vient d'être promu chef des chantiers extérieurs, après avoir écarté le chef qui était à ce poste.

A l'atelier personne ne le regrette, mais «Ki Nouvel» a vraiment gagné ses galons à la dure ! On se souvient de sa chemise qui a flotté pendant des semaines comme drapeau rouge à la SOCIALTRA. Le personnage a d'ailleurs été ridiculisé à de nombreuses reprises, et son zèle à défendre les intérêts de la direction ne nous a nullement poussés à nous esquinter au travail.

Aujourd'hui, sans doute écoeuré, il s'en va et laisse la place à un autre. Attention la place est chaude, «Ki Nouvel» le sait.

UN LANGAGE INFALLIBLE

Jeudi matin, nous nous sommes mis en grève vers 9 heures, pour exiger de la direction qu'elle paie au secrétaire du syndicat les heures de délégation supplémentaires qu'il avait prises.

En effet, nous avons envahi le bureau de la direction en exigeant que le directeur paie à notre collègue les 15 heures qu'il lui devait.

Devant notre détermination, le patron a dû reculer et remettre au secrétaire l'argent qu'on lui avait volé, ce qui fut fait immédiatement !

Comme quoi, seule la lutte paie !

MARTINIQUE

SECURITE SOCIALE

ASSURANCES VIEILLESSE :

ARRETS DE TRAVAIL CONTRE L'ARBITRAIRE

EDOUARD est ce type de chef qui a toujours été persuadé de l'efficacité des méthodes de commandeur d'habitation et d'inquisiteur. Il avait poussé le vice policier, jusqu'à vérifier le rendement d'un agent par des rapports statistiques sur le nombre de dossiers liquidés. Et ainsi, il décernait des satisfécits de bon travail et de bonne conduite.

Et bien, les agents de l'AVA en ont décidé

autrement. Excédés par les manœuvres de la marionnette de la 2è sous-division, ils ont décidé d'arrêter le travail, le mardi et le mercredi matin.

Et dire qu'il voulait accélérer les cadences ! Décidément, il n'est pas doué pour la tâche. Ses maîtres ne seront pas contents de lui

SECURITE SOCIALE : OUI A LA SUPPRESSION DU SAMEDI MATIN

La semaine dernière, le comité d'entreprise fit un sondage auprès des agents pour savoir si oui ou non une majorité se dégageait pour le samedi matin chômé.

Il semble que d'ores et déjà une majorité s'est prononcée pour le samedi chômé.

En fait que se passera-t-il ? Les 6h30 du samedi ouvré seront reportées sur le lundi et le jeudi, et cela n'est pas un progrès.

Le progrès, ce serait de supprimer purement et simplement les samedis ouvrés sans surcharger aucun jour.

CENTRE HOSPITALIER F-DE-F LA DIRECTION S'EMMELE LES PEDALES !

Depuis fin janvier, la direction a commencé à nous expédier des lettres individuelles pour notifier le nombre de jours de grève.

Ainsi certains agents absents ont eu 6 jours de retenue, d'autres 2 et les comptables ont même chiffré 17 jours pour certains qui n'ont fait qu'une journée de grève.

Et cela sans aucune preuve.

C'est du folklore !

Cela montre en tout cas la grande fantaisie qui guide la politique de nos directeurs.

Eh bien, mettons les tous d'accord ! Qu'ils nous payent intégralement nos jours de grève, ça leur fera moins de difficulté pour les calculer.

LES SALES PETITES COMBINES DE LA DIRECTION

En licenciant des agents, la direction leur a promis de les reprendre pour des remplacements.

Mais maintenant elle passe à la loupe ceux

qui totalisent près de 4 ans d'ancienneté pour ne pas les appeler sur des remplacements. Car alors elle serait obligée de les titulariser.

Que de prévoyance dans les mauvais coups !

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P MEDECINS HOSPITALIERS : SOLIDARITE DE CASTE

A propos de l'affaire Tamic, l'attitude des médecins guadeloupéens s'est révélée plutôt ambiguë. Beaucoup d'entre eux nous poussent à réclamer des chefs de service guadeloupéens, ce qui ne peut que les arranger. Mais dans le même temps, ils n'oublient pas de manifester leur solidarité de caste.

C'est ainsi qu'ils ont réaffirmé leur «soutien médical» à Tamic, estimant que les travailleurs n'ont pas à le juger sur le plan professionnel.

Il est vrai que nous autres infirmiers, AS ou ASH, pauvres pêcheurs, n'avons pas fait 10 ans d'études. Alors, des fois que nous mettions en doute la sacrosainte infailibilité médicale !

HELENE :

UNE «MEDIATION» ORIENTEE

Un qui aurait bien besoin d'un «soutien médical», c'est le docteur Hélène, qui a tenu cette semaine des propos où la servilité le dispute au ridicule. «Aprezan, moins las défend' nèg ; fô moun sav bon dié blan, nèg nouè, é nèg la toujou ké ni tô douvan blan la».

Quand on pense que ce monsieur est médiateur entre la commission médicale consultative et les syndicats, on voit de quel côté il entend exercer sa «médiation». Mais après tout, quoi d'étonnant de la part d'un homme qui, sur le plan politique, s'est toujours montré le parfait larbin du colonialisme ?

NEURO-CHIRURGIE : QUAND LA SURVEILLANTE S'EN MELE

La position de certains médecins est compréhensible, car après tout, Tamic est leur confrère. Mais qu'une employée en arrive à écrire au conseil d'administration pour, non seule-

ment soutenir Tamic, mais traiter le personnel du service de fainéants, voilà qui est moins pardonnable. Il est vrai qu'il s'agit d'une surveillance, qui du fait de sa position croit peut-être faire partie du «gratin».

S O F R O I

LES ARGUMENTS DES PATRONS NE SONT PAS CEUX DES TRAVAILLEURS

Dans les réunions qu'il tient avec nos délégués, Rimbaud cherche toute sorte d'explications pour justifier ses maigres propositions : la loi Barre, les indices INSEE. Il fait celui qui est très préoccupé de la «légalité» et fouille dans ses livres. . .

C'est d'ailleurs toujours les mêmes salades que racontent tous les patrons.

Mais nous, leur indice INSEE et leur plan Barre, on n'en a rien à faire. En particulier ce sont les patrons et leur gouvernement qui ont la haute main sur l'INSEE. Ce sont eux qui manipulent comme ils le veulent les chiffres !

Alors quand Rimbaud dit à nos délégués qu'il faut qu'on lui fasse des propositions basées sur des données «sérieuses», nous répondons que l'INSEE et le plan Barre ce ne sont pas des données sérieuses pour les travailleurs.

Les augmentations que nous réclamons sont fonction de la hausse réelle des prix que nous subissons ; celle des loyers, gaz, de l'essence, et bien d'autres exemples encore.

E D F MARTINIQUE

« ESPOI MAL PAPAYE »

La décision récente du conseil général d'électrifier systématiquement les quartiers de la Martinique provoque un surcroît de travail pour le service technique électricité.

Pour faire face à ce surcroît de travail, la direction a trouvé la solution miracle de transférer la responsabilité de l'électrification en zone rurale d'un ingénieur en chef à un autre ingénieur en chef.

Qui ces messieurs croient-ils tromper ?

Ils croient peut être que nous travaillerons plus . . . simplement parce qu'ils auront changé la tête du chef !

SALVADOR...

Au début du mois de février, les guérilleros ont occupé l'ambassade d'Espagne et pris des otages tandis que les étudiants occupaient le ministère de l'éducation. Dans les deux cas, les occupants réclamaient la libération de prisonniers politiques, et la junte a dû céder partiellement sur ces revendications.

Devant ces nouveaux événements, l'impérialisme américain a décidé de réarmer ses protégés en leur ouvrant des crédits militaires de plusieurs millions de dollars. Mais cette nouvelle intervention de l'impérialisme américain contre la population salvadorienne risque d'être aussi peu efficace que le soutien sans faille accordé au dictateur du Nicaragua, Somoza, avant qu'il ne soit chassé par les sandinistes. Tout au plus cela peut-il retarder l'échéance et ajouter des morts supplémentaires à la longue liste de crimes commis par les militaires et les capitalistes du Salvador avec l'appui du gouvernement américain.

LA RECOLTE...

dans l'affaire, en vendant leur canne à perte notamment en étant contraint d'abandonner cette profession qui ne leur laissait de plus en plus que des dettes.

Mais même les arguments selon lesquels il y aurait crise sucrière n'expliquent pas le prix ridiculement bas payé pour la canne. Le sucre n'est pas le seul sous-produit de la transformation de la canne en sucre. Il reste tout d'abord de l'alcool, que l'on vend sous la forme de rhum industriel, mais qui peut servir, et sert effectivement, comme alcool industriel. Il reste aussi la mélasse elle-même exportée, ainsi que la bagasse qui sert au moins déjà de combustible pour faire tourner les machines. Enfin, les impuretés servent d'engrais, connus sous le nom d'«écumes».

Donc, même maintenant où l'on admet que les produits de la canne sont sous-utilisés, les produits autres que le sucre sont suffisamment nombreux et rapportent en tout état de cause assez d'argent aux usiniers pour qu'un prix plus élevé soit justifié. En réalité, après avoir désinvesti de telle manière dans la canne que les rendements, faute d'engrais et d'entretiens soient plus faibles maintenant qu'il y a 15 ans, les capitalistes veulent tout de même conserver des superprofits substantiels.

Aussi, le mécontentement des petits planteurs est plus que justifié. Ils vendent un produit pour lequel ils n'ont pas de prix garanti, car ils n'ont aucun contrôle sur la richesse saccharine réelle de leurs cannes. Celle-ci étant établie par des machines qui sont contrôlées par les usiniers. De plus, leur canne peut servir et sert effectivement à de multiples usages qu'ils ne contrôlent pas mais qui rapportent gros aux capitalistes. Et on voudrait que la seule

Jamaïque : un pays au bord de la faillite

La situation générale en Jamaïque est absolument désastreuse. L'extrême pauvreté de la population, le chômage endémique, la criminalité ne cessent d'augmenter. Le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la crise. Depuis plus de deux ans, le gouvernement de Manley a contracté des prêts énormes au Fonds Monétaire International augmentant ainsi la dette permanente de ce pays vis à vis de l'impérialisme et le soumettant toujours plus à lui. A tel point que le FMI (Fonds Monétaire International) a acquis un sérieux droit de regard sur toutes les orientations économiques et budgétaires du pays. L'inflation s'est considérablement accrue. A certaines périodes il manque de produits de première nécessité les plus élémentaires. Face à une telle situation les travailleurs jamaïcains ne restent pas tête baissée et se battent. Les deux extraits de textes que nous reproduisons ci-dessous sont des traductions du journal révolutionnaire «Forward» qui paraît dans ce pays. L'un est un texte publié par les ouvriers d'une petite entreprise de la Jamaïque, en lutte en ce moment et du comité de soutien aux grèves animé par des militants d'extrême gauche. Le deuxième est l'interview d'un jeune, victime de brutalités policières, ce qui est courant en Jamaïque. La répression policière dans ce pays atteint depuis près de trois ans une dimension de terrorisme à grande échelle parfaitement «légale» et couverte par le gouvernement.

Les patrons, M. Houghton et C. Ettrick de la société «Téletronic limited» ont adressé au syndicat «DMWU» (syndicat des dockers et de la marine) des lettres de suspension concernant les trente neuf ouvriers syndiqués employés à cette société... La direction spécifie qu'elle préfère fermer l'entreprise plutôt que de traiter avec le syndicat.

LES OUVRIERS TRAVAILLENT DANS DES CONDITIONS EPOUVANTABLES.

«Téletronic» située au 21 Bell road est l'une des entreprises au rôle essentiel en Jamaïque. Les travailleurs sont chargés de réparer les machines de différents types, comme des transformateurs et autres. Cela est vital pour un certain nombre d'usines, d'hôpitaux etc... Par exemple, si certaines machines utilisées en salle d'opération dans les hôpitaux ne marchent pas bien, «téletronic» est le seul endroit où elles peuvent être réparées.

L'entreprise fonctionne depuis plus de vingt ans maintenant. Les ouvriers y ont vingt ans de service et plus. Dans l'entreprise, il n'y a pas de cantine, pas de salle à manger ou de douches. Le travailleur le mieux payé, qui est un dessinateur professionnel ne ramène chez lui que 90 dollars par semaine (le dollar jamaïcain tourne autour de trois francs). La majorité des

possibilité qu'ils aient - celle d'obtenir un prix de base assez rémunérateur - qu'ils abandonnent donc cette possibilité et se livrent pieds et poings liés aux gros planteurs !

Non, les revendications des petits planteurs sont justes. Elles constituent même la seule base minimale de discussion qui soit normale : que l'on paye un produit d'après son prix de revient.

Jacques BRUEL

travailleurs gagnent au dessous de 50 dollars par semaine et même moins. Il y en a qui perçoivent 24 à 25 dollars par semaine, ce qui est au-dessous du revenu minimum national.

Il n'y a aucune assurance-accidents pour les travailleurs. Un frère : Beecher a eu le pied entaillé par la chute d'un moteur. Après deux semaines de maladie, le pied ne guérissait pas, il resta chez lui une semaine de plus. Quand il revint travailler il fut renvoyé sans indemnité.

Il n'y a pas de matériel et de dispositif de secours dans l'usine.

En février 79, le capitaliste Houghton a accordé une augmentation de salaire alignée sur les 15 % d'augmentation stipulés par l'accord du Fonds Monétaire International et du PNP. Cette augmentation fit gagner aux ouvriers UN ou DEUX dollars (...)

Après avoir travaillé dans ces terribles conditions depuis des années, les travailleurs ont décidé de se syndiquer et se battre pour leurs droits. Le DMWU remporta les élections par 37 voix contre une, celle du fils du patron.

LA DIRECTION VEUT ECRASER LE SYNDICAT.

La direction a rejeté carrément tout cela et a foulé aux pieds le droit fondamental des travailleurs de se syndiquer.

Ces capitalistes qui reprochent aux travailleurs de ne pas produire, ont décidé de fermer l'usine au lieu de discuter avec le syndicat. Les travailleurs ont refusé d'accepter les lettres de licenciement et sont en grève pour :

- 1) la reconnaissance immédiate de leur syndicat le DMWU
- 2) des négociations immédiates sur les salaires
- 3) la réouverture immédiate de l'usine, ou la récupération de l'entreprise sous le contrôle des ouvriers.

COMMUNIQUE

DE L'OMC - POINTE-A-PITRE

Avez vous lu le dernier livre de Simone SCHWARTZ BART :

«TI JEAN L'HORIZON» ?

Ce livre est programmé au Club de Lecture de l'OMC de Pointe-à-Pitre

LE MARDI 26 FÉVRIER A 18H A LA MAISON DE LA CULTURE REMY NAINSOUTA

Le Club accueillera avec plaisir toutes celles et tous ceux qui auront envie d'échanger leurs points de vue sur cet ouvrage.

SOLITUDE CENTRE FEMININ D'EDUCATION PERMANENTE, INFORME QUE SA PROCHAINE PERMANENCE SOCIALE AURA LIEU LE MERCREDI 20 FÉVRIER DE 11H A 12H

COMMUNIQUE DU SYNDICAT DES AVOCATS (GUADELOUPE)

La samedi 8 décembre 1979, s'est tenue l'Assemblée Générale constitutive du SYNDICAT DES AVOCATS DE LA GUADELOUPE.

L'objet de ce Syndicat est le suivant :

- 1) La défense de l'indépendance du Barreau et des membres.
- 2) La lutte pour l'extension des droits et prérogatives de la défense et des possibilités d'intervention des Avocats.
- 3) L'action, pour assurer aux Avocats les conditions économiques et morales d'exercice de la profession et garantir leurs droits sociaux.
- 4) Rechercher avec les organisations représentatives des autres professions judiciaires, les bases d'une action commune pour une meilleure justice.
- 5) Participer aux débats économiques sociaux et culturels concernant la Guadeloupe.

LE CONSEIL SYNDICAL

La terreur quotidienne par la répression policière est un problème majeur qui se pose à bon nombre de communautés opprimées.

Avec l'aggravation de la crise, les forces de l'ordre ont intensifié leurs attaques sauvages dans le but de bien contrôler les choses au profit des capitalistes.

Récemment, le ministre de l'intérieur, «Mad Dog» (chien fou en français) Thompson, fut bien forcé d'admettre que le gouvernement a dû dépenser plus de 200.000 dollars en dommages et intérêts pour satisfaire les réclamations faites contre la police en raison des atrocités qu'elle commet contre les gens. Meurtres, arrestations arbitraires, détentions, sont des activités quotidiennes de la police.

Le cas de Desmond Broderick n'est qu'un exemple du genre de brutalité bestiale qui existe dans les ghettos chaque jour.

Forward : Comment as tu été arrêté ?

D.B. : J'étais assis sur la place d'une galerie marchande, en train de manger avec quelques amis quand la police arrive. Ils me sortirent du groupe et dirent qu'ils allaient m'enfermer (cela se passait le 8 décembre). Il m'emmenèrent au poste de police de Constant-Spring pour m'emfermer et je ne savais pas pourquoi. Je n'avais jamais vu aucun de ces policiers avant. Le troisième jour ils me sortirent de la cellule et un groupe de policiers m'entoura et tenta de me faire avouer que j'étais un voleur. Après ils m'ont enfermé à nouveau.

Forward : Quelles étaient les conditions de vie en cellule ?

D.B. : Quand je suis rentré, j'ai remarqué 11 personnes dans une cellule avec un lit de planches qui ne pouvait prendre que deux personnes. Les autres devaient dormir à même le sol humide. L'endroit est très répugnant, il est plein de poux et on peut tout juste respirer. La nourriture est très pauvre. La plupart du temps on a seulement du riz blanc ou des biscuits.

Dans la cellule, certains occupants m'ont tabassé. J'ai bien réclamé un médecin et demandé la police, mais je n'ai reçu aucune aide. Même quand j'ai saigné de la tête, ils m'ont enfermé à nouveau dans la même cellule. J'ai passé douze jours en prison et la plupart des autres jeunes étaient là depuis 20 jours ou plus.

Forward : Quand as-tu été relâché ?

D.B. : le 21, ils m'ont appelé et m'ont renvoyé chez moi. Ma famille avait trouvé un avocat pour étudier cette question, alors ils m'ont laissé partir car ils n'avaient aucune charge contre moi. Quand je fus libéré, la police n'a pu donner aucun compte de l'argent que j'avais en rentrant, bien qu'ils l'aient inscrit.

Alors qu'ils me traitent de voleur, ce sont eux qui m'ont pris mon argent !

(1) Babylone : terme très employé dans le vocabulaire des rastas. Désigne le pouvoir d'Etat (flics, justice) et les capitalistes.

COURRIER DES LECTEURS

Un banquier nous écrit

A la suite de notre article sur la transformation du Crédit Guadeloupéen en Banque Populaire de la Guadeloupe - CO n° 55 - le directeur de cette banque nous écrit une lettre dont nous extrayons les passages ci-dessous.

1) Le Crédit Guadeloupéen n'a pas été absorbé par le Groupe de Banques Populaires, mais a rejoint en tant qu'entreprise autonome la fédération de banques coopératives que constitue ce groupe bancaire français. Ces banques se distinguent par leur vocation de soutien de la petite et moyenne entreprise, à l'artisanat et aux particuliers qui veulent obtenir des services bancaires auprès d'un établissement dont ils sont les propriétaires.

2) Les «petites banques» régionales que sont les 38 banques populaires sont parfaitement indépendantes. Elles ne sont pas entre les mains de «grands trusts nationaux et internationaux» mais disposent d'un capital réparti au total sur 450.000 de nos compatriotes. Huit cents actionnaires antillais du Crédit Guadeloupéen ont toujours eu le sentiment d'être les petits porteurs du capital de leur banque...

3) Vingt deux mille guadeloupéens clients du Crédit Guadeloupéen sont loin d'être tous descendants «de gros propriétaires locaux». Les travailleurs de ce pays ont compris depuis longtemps qu'ils sont chez eux dans cette banque, même s'ils n'ont pas de «gros dépôts» à y apporter. Ils ont donc recherché avec ténacité le moyen d'échapper à cette concentration bancaire que vous évoquez. Le statut coopératif de Banque Populaire est précisément la seule bonne solution à laquelle n'ont pas su penser la Banque de la Guadeloupe ou la Banque Antillaise.

4) «L'immense majorité de la population» de la Guadeloupe... «gagnera quelque chose dans cette affaire»...

Que répondre au plaidoyer de ce Monsieur ?

1) Si le directeur de la Banque Populaire de la Guadeloupe estime que l'ex Crédit Guadeloupéen n'a pas été absorbé mais «a rejoint» le Groupe des Banques Populaires c'est après

tout son affaire. Ce qu'il y a derrière ces mots, il faut être dans les petits papiers des capitalistes et des banquiers pour le savoir exactement. Le public en général n'en a qu'une vague idée.

Pour l'information de nos lecteurs nous ajouterons quelques précisions sur le Groupe des Banques Populaires.

Ce groupe bancaire est au 5è rang pour le nombre de salariés qu'il utilise, au 8è pour le total du bilan, au 9è pour le montant de ses fonds proposés et au 8è pour l'importance des dépôts qui s'y trouvent.

Il s'agit donc d'un groupe de tout premier plan infiniment plus important que l'ex Crédit Guadeloupéen.

2) Il y a huit cents actionnaires antillais etc... Le problème c'est comment les quatre vingt mille parts du capital sont réparties entre ces huit cents porteurs et quelles sont les participations de la banque. D'autant que huit cents actionnaires ne font pas d'une banque une affaire «populaire».

3) Ici ce directeur de Banque veut nous convaincre du caractère populaire de sa banque en invoquant le nombre des «clients». Plus une banque de dépôt est grosse et plus elle a de clients.

Qu'y a t il de «populaire» là-dedans ? aucun travailleur déposant au Crédit Guadeloupéen ou à l'actuelle Banque Populaire n'a sans doute la naïveté de se croire propriétaire de la dite Banque.

4) Il est franchement drôle d'entendre un banquier affirmer sa philanthropie. Non ce sont les gros actionnaires de cette Banque qui y gagneront. Que votre politique soit d'attirer les dépôts populaires et antillais soit. C'est de bonne guerre. Mais de là à penser que «l'immense majorité de la population» y gagnera, il y a quand même tout un monde.